

INDEMNITE D'ASTREINTE

Note d'information n°I-05-2005

Le régime des astreintes vient enfin d'être réglementé par le **décret n°2005-542 du 19 mai 2005**.

Le nouveau régime juridique fait une **distinction importante entre les astreintes et les permanences**. C'est d'abord à l'assemblée délibérante, après avis du Comité Technique Paritaire, de déterminer les cas dans lesquels il est possible de recourir aux astreintes ou aux permanences, de fixer leur compensation et la liste des emplois concernés.

ASTREINTE : définition

Une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration, la durée de cette intervention étant considérée comme un **temps de travail effectif** ainsi que, le cas échéant, le déplacement aller et retour sur le lieu de travail. L'intervention est, selon les cas, indemnisée. Si l'intervention n'est pas indemnisée dans le cadre de l'astreinte, elle est rétribuée selon le barème des heures supplémentaires sauf pour les agents bénéficiant de l'IFTS.

PERMANENCE définition

La permanence correspond à l'obligation faite à un agent de se trouver sur son lieu de travail habituel ou un lieu désigné par son chef de service, pour nécessité de service, **un samedi, un dimanche ou lors d'un jour férié**.

Le régime d'indemnisation spécifique à la filière technique

Ce régime est celui prévu réglementairement en faveur de certains fonctionnaires du Ministère de l'Équipement. Il s'applique à l'ensemble des cadres d'emplois de la filière technique, sans qu'il y ait lieu de se référer aux corps de fonctionnaires de l'État bénéficiaires des indemnités correspondantes.

Pour l'ensemble des agents territoriaux, à l'exception de ceux relevant de la filière technique, le régime de rémunération ou de compensation des astreintes et des permanences est aligné sur celui des personnels relevant de la direction générale de l'administration du Ministère de l'Intérieur.

FILIERE TECHNIQUE :

aucune récupération possible, obligation de paiement.

AUTRES FILIERES :

choix possible entre paiement ou récupération.

Les interdictions de cumul

L'article 3 du décret du 19 mai 2005 précise que l'indemnité d'astreinte ou d'intervention, de même que l'indemnité de permanence, ne peut être accordée aux agents qui bénéficient d'un logement de fonction par **nécessité absolue de service**. Par contre, les agents logés par **utilité de service** y sont éligibles.

De même, elle ne peut pas être versée aux fonctionnaires qui peuvent prétendre à la NBI attribuée aux fonctionnaires détachés sur certains emplois administratifs de direction.

La rémunération et la compensation en temps sont exclusives l'une de l'autre, ainsi que tout dispositif particulier d'indemnisation des astreintes, des interventions et des permanences.

Ces dispositions relatives à l'indemnisation des astreintes, des interventions et des permanences ne peuvent être étendues aux personnels territoriaux de la collectivité que par délibération expresse de l'assemblée délibérante au même titre que les régimes indemnitaires habituels.

Cotisations sociales et retenues

Pour les agents titulaires travaillant plus de 28 heures hebdomadaires, l'indemnité d'astreinte n'est pas soumise à retenue pour pension et cotisation sécurité sociale, mais elle rentre dans l'assiette de la RAFP, de la CSG, du CRDS, de la contribution solidarité.

Pour les agents non titulaires, ou titulaires travaillant à temps non complet soit moins de 28 heures hebdomadaires, elle entre dans l'assiette des cotisations de sécurité sociale, de la cotisation IRCANTEC, de la CSG, du CRDS, de la contribution solidarité.

Les montants de l'astreinte et de la permanence sont indiqués au verso.

FILIERE TECHNIQUE				AUTRES FILIERES			
ASTREINTE	ASTREINTE	INDEMNITE	COMPENSATION	ASTREINTE	ASTREINTE	INDEMNITE	COMPENSATION*
	Par semaine complète	145.80 €	Aucune compensation		Par semaine complète	121.00 €	1 journée 1/2
	De week end, du vendredi soir au lundi matin	106.60 €			Du lundi matin au vendredi soir	45.00 €	1/2 journée
	De nuit entre le lundi et le samedi ou la nuit suivant un jour de récupération	9.80 €			Du vendredi soir au lundi matin	76.00 €	1 journée
	Le samedi	34.00 €			Pour un jour ou une nuit de week end ou férié	18.00 €	1/2 journée
	Le dimanche ou un jour férié	42.30 €			Pour une nuit de semaine	10.00 €	2 heures
	Dans le cas d'une astreinte fractionnée inférieure à 10 H	7.90 €		INTERVENTION			
	Couvrant une journée de récupération	34.00 €		Entre 18 heures et 22 heures ainsi que les samedis entre 7 heures et 22 heures	11.00 € de l'heure	Nombre d'heures de travail effectif majoré de 10%	
	Personnel d'encadrement	Moitié de l'indemnité d'astreinte		Entre 22 heures et 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés	22.00 € de l'heure	Nombre d'heures de travail effectif majoré de 25%	
PERMANENCE*		Trois fois l'indemnité d'astreinte	Majoration de 50% lorsque l'agent est prévenu de l'astreinte ou de la permanence pour une période donnée moins de 15 jours francs avant le début de cette période	PERMANENCE	La journée du samedi la demi-journée du samedi	45.00 € 22.50 €	Nombre d'heures de travail effectif majoré de 25%
					La journée du dimanche et jour férié La demi-journée du dimanche et jour férié	76.00 € 38.00 €	

**la permanence n'a lieu que les samedis, dimanches et jours fériés*
** pas de cumul possible entre indemnité et compensation : attribution de la compensation à défaut de l'indemnité*